

Vos représentants CGT

Christine Faure	(63)
Franck Inglese	(83)
Muriel Franc	(42)
Virginie Reze	(83)
Christelle Ronget	(03)
Philippe Mudry	(73)
Patrick Duret	(69)
Jessica Nguyen	(13)
Philippe Maillaut	(06)
David Bonnet	(42)
Théo Polus	(63)
Natali Viguier	(84)
Nadège Astier	(38)

« Rien sous le sapin ! »

Et si on fabriquait Noël ensemble ?

C'est avec ces mots que la DO a invité le personnel à participer pendant cette fin d'année à des challenges pour gagner un panier gourmand.

L'esprit de Noël est ailleurs, ce n'est ni de la charité ni la compétition, c'est un moment de partage, de solidarité, d'harmonie sociale, de rassemblement autour de ces valeurs.

Chez Orange, ces valeurs n'ont pas le même sens, et la direction profite à la fois de cette période et de la crise sanitaire pour faciliter des restructurations.

Pour la CGT, les très bons résultats

financiers au 3ème trimestre, et la manne défiscalisée de 2,2 Milliards d'euros reversée par le trésor public, devraient pousser l'entreprise à revoir sa stratégie et accentuer son engagement sociétal, tant vanté sur les réseaux sociaux par la Directrice Orange France.

Orange, au contraire, accélère le démantèlement progressif de l'entreprise.

On le voit avec les **réorganisations** de services des **UPR et des UI**, on le voit avec la **fusion des UAT et des SCO**, avec les plans d'économies pour diminuer les frais opérationnels et fixes, avec l'utilisation des salariés comme variable d'ajustement.

Les départs non remplacés entraînent pertes de compétences, restructurations, remises en cause et mal être des salariés.

La CGT n'a vraiment pas la même conception d'une Entreprise socialement responsable.

Un quart des 2,2 Milliards d'€ servira à accélérer les départs du groupe et viendra amplifier les destructions d'emplois que le groupe subit depuis 3 décennies !

750 millions d'€ iront aux actionnaires !

Et pour les salariés, mise à part une offre réservée au personnel

pour la souscription d'actions qui ne concernera qu'une minorité des salariés qui auront les moyens d'y souscrire, nada, rien, zéro !

Les salariés, qualifiés de « héros » à grands renforts de communication, **sont les grands oubliés** et sont sacrifiés sur l'autel de la rémunération et de la satisfaction des actionnaires.

La CGT exige une prime exceptionnelle pour compenser l'accroissement de l'activité et un ajustement du budget de la NAO la mise en place d'un treizième mois, l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.

Ça, ça aurait eu de la gueule pour cette fin d'année !

En se rassemblant, en s'organisant, en débattant dans les services, c'est encore et toujours possible pour les étrennes !



« Fusion UAT/SCO : les élus exigent son report »

A l'unanimité, les élus ont exigé le report de la mise en place de l'Unité Service Client GSE et des activités de spécialités.

Le dialogue restreint au minimum avec les directions, l'impossibilité de rencontrer les collègues dans les services, les seuls contacts possibles se limitant à des échanges téléphoniques, le manque de contenu concret pour les salariés dans ce dossier, et dans l'attente de l'expertise nationale, tous ces éléments ont fait qu'un report était pertinent et **ce dossier sera donc revu en janvier.**

Des « conf call » programmées seront cependant maintenues par la direction qui déploiera son éternelle communication soit disant bienveillante...

La CGT a invité les salariés à refuser de se brancher. C'est une action qui peut être payante !

Une action qui démontre que le personnel concerné attend autre chose que cette fusion !

Pour la CGT, **l'ensemble des métiers**, Front et Back office, spécialistes, doivent être positionnés sur des fiches métiers en **D et Dbis (II-3 et III-2)** avec une régularisation immédiate et en particulier pour les salariés sous-positionnés.

Pour une bonne marche des services existants, un **plan de recrutements externes est nécessaire** afin

d'assurer la pérennité des emplois et activités sur tous les sites.

Les IRP sont les porte-paroles du personnel, mais **c'est néanmoins le personnel qui a les cartes en main pour faire avancer ses revendications.**



« Bilan 2019 sur la restauration »

Les ordres du jour étant surchargés, le CSE n'avait pas eu ce bilan dans les temps...

La restauration sur la DO GSE se décline soit par une restauration collective (**19 restaurants** gérés par **Orange** avec une moyenne de **1900 repas par jour** ou par 60 autres structures Inter-Entreprises ou Inter-Administratifs) et une

restauration individuelle via des Tickets Restaurant.

La restauration a représenté un **budget ASC de 10 millions d'€.**



Un des principes de péréquation tarifaire consiste à financer les restaurants de petite taille (souvent dans les villes moyennes) par ceux qui servent plusieurs centaines de repas par jour (dans les grandes métropoles).

En 2019, Lyon vivier Merle, Marseille Nedelec et Annonay ont été fermés.

310 063 TR ont été distribués.

« Activités Sociales et Culturelles »

Les élus CGT ont demandé que **transparence et règles de priorité soient appliquées en 2021**, notamment pour les " journées et week-end découverte " et **ne plus être dans le " 1er informé, 1er servi ".**

La CGT a proposé :

- qu'une communication par pushmail soit envoyée, **au moins 8 jours avant, indiquant la nature de la prestation et les dates d'ouverture et de fin des inscriptions.**
- que les Ouvrants-Droit ayant **déjà bénéficié** d'une de ces prestations **ne soient pas prioritaires** et non retenus en cas de manque de places en fin d'inscription.
- qu'un tirage au sort soit mis en place au cas où les demandes seraient supérieures aux offres.

La CGT n'a pas été écoutée par les autres syndicats, et les «petits arrangements entre amis» seront encore et toujours possibles...



Suite proposition CGT de laisser un choix entre un chèque-cadeau ou un bon Coop (économie sociale) pour la prestation « événement de la vie », tous les élus (sauf CFE-CGC) ont donné un avis favorable.

Les élus CGT n'ont par contre pas validé le reste des prestations car **ni la nature ni le montant des aides ne correspondaient** à ce que la CGT avait préalablement proposé, et **aucune modification CGT n'a été acceptée** par les autres élus.

« Tempête Alex dans le 06 : il va falloir attendre pour retrouver une « vie normale »

Pas besoin d'être expert pour comprendre que les **conditions de travail sont à risques** sur l'ensemble du secteur dévasté par la tempête Alex.

Les lieux d'habitation restent la priorité des sinistrés.

Les heures supplémentaires ont explosé, les infrastructures

peinent à être remontées, des incompatibilités technologiques ont été constatées, les délais d'acheminement restent bien trop longs, les briefs prévus ne se font pas, des mésententes se font jour, la réglementation spécifique aux chantiers n'est pas appliquée, plusieurs

accidents sont survenus... Pour la CGT, **la sécurité des salariés va de pair avec celles des sinistrés.**

La CGT préconise de continuer à **travailler en binôme** tant que des chantiers d'envergure en cours perdurent dans ces secteurs, et en particulier à l'aube de la saison hivernale.

« Conduite d'activité à l'UI AuRA : sortie de route ! »

La direction de l'UI AURA n'a rectifié ni sa trajectoire ni les erreurs signalées lors de l'ouverture du dossier en septembre, ni apporté de réponses aux questions sur la GPEC par site à la cible, le nombre de TPS, le nom des accords existants....ce qui en dit long sur le respect des IRP et surtout du personnel.



Face aux questions posées en séance (remplacements des départs, inadéquation des postes proposés et nombre de salarié, travail du samedi, non-respect des accords OARTT, formation en présentiel), **les réponses sont toujours identiques : on met en œuvre et on discute après !**

Pour la CGT, ce projet, comme tant d'autres, est basé sur le **manque de recrutement** en conduites d'activités et le besoin d'**offrir aux entreprises partenaires** un interlocuteur unique par domaine métiers. Cette réorganisation impactera durement des **seniors** qui en ont déjà subi d'autres, il y a 10 ans de cela.

La CGT a réitéré sa demande de geler le projet et dénoncé son déroulement alors que les salariés sont isolés chez eux !

Face à la difficulté, voire l'impossibilité de rencontrer les salariés dans cette période si particulière, le travail des élus a été entravé.

Ce projet, qui va impacter gravement les conditions de vie et de travail des pilotes d'activités, des pilotes d'opération et des managers, aurait mérité d'être reporté, à défaut d'être annulé.

La CGT a alerté la direction sur les RPS qu'elle fait courir aux salariés dont 1/3 sont des seniors de plus de 55 ans.

Les élus CGT ont logiquement refusé de prendre part au vote.

« Programme Annuel de Prévention Risques Professionnels et d'Amélioration des Conditions de Travail »

187 actions sont inscrites dans ce plan.

Comment des élus CSE pourraient-ils avoir un œil éclairé et précis pour donner un avis sur toutes ces actions qui concernent toutes les unités sur tout le territoire de la DO ?

Là encore, on voit la limite des IRP à la sauce Macron et assaisonnée Medef !

Sur ces 187 actions, 67 ont été réalisées à 100%, et donc **120 ne l'ont pas été entièrement**, dont 68 à moitié, et **36 n'ont même pas été commencées**.



La Direction prend encore prétexte de la crise sanitaire qui a mobilisé les services Prévention en 2020...mais oublie de dire que les **moyens humains ne sont pas en adéquation avec l'attendu des missions** de ces services !

La CGT le rappelait dans les ex CHSCT des unités, l'a rappelé dans les CSSCT cette année et lors de ce CSE, mais les préventeurs sont souvent bien trop timorés pour pousser dans le même sens.

	nombre d'actions	nombre d'actions réalisées < 50 %	nombre d'action non comencées
A2P	23	11	3
ADRAA	18	10	3
ADSE	13	6	5
AERAA	21	8	5
AERM	17	1	6
DOMP	21	7	5
SCO CE	13	2	3
SCO SE	5	1	
UAT	8	7	1
UI AuRA	26	8	2
UI PRM	22	7	3



L'Accord National Interprofessionnel sur la santé au travail, signé par la CFTD, FO et la CFE-CGC, entérine de nouveaux reculs en la matière.

La santé au travail, dont la réforme est reportée depuis des années malgré la pénurie de médecins du travail et la dégradation de la santé des salariés selon plusieurs études, reste le parent pauvre des politiques publiques françaises. La CGT n'a de cesse de le répéter.

« Covid-19 : les entreprises s'en accommodent...bien »

Bon nombre d'entreprises profitent du Covid pour couvrir des restructurations déjà planifiées, et les accords de performance collective avec de plus en plus de flexibilité fusent. Le virus a peut-être des conséquences sur l'activité, mais d'autres virus encore plus : rendements élevés, au même niveau depuis 20 ans, immunité face à toute dévalorisation du

capital investi, délocalisations, rachats d'actions pour doper le rendement, masse salariale pressurisée, etc...Ce sont les vieilles recettes d'un système économique qui veille avant tout à la rémunération du capital ! Bon nombre d'entreprise du CAC 40, mais pas que, vont retrouver la situation comptable du début de l'année 2020. Orange en est un exemple !

Le personnel subit les conséquences de ces deux virus, mais pour se protéger, rien de tel que de passer à l'offensive. Débattre et discuter dans les services, interpeller les directions, revendiquer pour obtenir ce dont les salariés et les services ont besoin !

«Des vaccins, oui, pour détruire les virus de la finance ! »

Peut-on espérer un vaccin contre le virus de la finance ? Les yeux médiatiques, rivés depuis plusieurs mois sur la Covid, voudraient nous faire oublier qu'un autre virus, plus mortel encore, gangrène la planète. Une maladie qui, profitant de la pandémie, décime la solidarité, musèle les libertés pour gaver « d'argent magique » les premiers de cordée. Les symptômes sont connus, cet autre virus contamine depuis des décennies les choix politiques et économiques des gouvernements et des grandes entreprises. Il accélère aujourd'hui sa course effrénée de casse sociale en tentant d'interdire toute expression d'idées de jours meilleurs. Ce virus se complait dans une logique fondée sur le profit...



Les remèdes au libéralisme ne s'élaborent pas dans un laboratoire à coup de milliards, ils se construisent pas à pas, avec les salariés, les précaires, les retraités, les jeunes...
Les luttes, qui se sont multipliées ces dernières semaines à l'image de celles qui se développent à l'Agence Pro Pme, démontrent une progression de prise de conscience nécessaire pour construire un autre monde.

Répartir autrement les richesses créées par le travail, repenser le système productif et les modes de consommation, relocaliser les activités économiques et mettre en place des politiques réellement prenant en compte les aspirations d'hier et d'aujourd'hui, **et répondre ainsi aux enjeux de demain est nécessaire, utile, et efficace pour l'avenir!**



Si le Père Noël ne met rien dans nos petits souliers, alors organisons-nous pour revendiquer, lutter et gagner pour travailler mieux et vivre mieux !
Santé Bonheur pour cette fin d'année !

Je souhaite : prendre contact

me syndiquer

Bulletin à remettre à un syndiqué CGT de votre département ou de votre service

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code Postal : _____ Ville : _____
Age : _____ Groupe/ grade : _____



